Faut-il relever l'insulte ?

Une entité qui relève de la CGT (Nettoie) a cru bon de lancer des injures contre plusieurs syndicats dont l'UCP.

Nous ne nous laisserons pas distraire par ces calomniateurs ! Nous ne répondrons pas à ces insultes.

Qu'il y ait des divergences d'analyse, voire de stratégie, c'est normal et même souhaitable, c'est la démocratie syndicale.

A l'UCP, nous préférons ne pas nous tromper de combat et consacrer notre énergie à mener nos revendications en faveur des personnels, pour obtenir à leur profit des avancées décisives dans le respect de chacun.

Les personnels pourront se rendre aisément compte que les négociations menées avec la Direction des ressources humaines ont permis d'obtenir des avancées, plus qu'il y a trois ans au bout de 2 jours de grève !

Augmentation du taux de cotisation pour les retraites

Le décret 2012-847 du 2 juillet 2012 a modifié le calendrier d'augmentation des cotisations de retraite dans la fonction publique.

Ainsi, ce taux est porté de 8,39 % à 8,49 % sur les bulletins de paie de novembre et décembre 2012 et à 8,76 % à compter du mois de janvier 2013.

NBI : conditions d'attribution à revoir à la Ville de Paris

En audience publique du 24 mars 2011, le Tribunal administratif de Paris a interprété les dispositions du décret du 3 juillet 2006 ouvrant droit au bénéfice de la nouvelle bonification indiciaire (NBI) à raison de l'exercice « à titre principal des fonctions d'accueil du public », comme réservant ce droit aux agents dont l'emploi implique qu'ils consacrent plus de la moitié de leur temps de travail total à des fonctions d'accueil du public.

Il considère que méconnaît la portée de ces dispositions réglementaires, toute délibération qui limite le bénéfice de la NBI aux seuls agents exerçant de telles fonctions depuis au moins deux ans.

Dans le recours concernant le Centre d'action sociale de la Ville de Paris (CASVP), il a annulé la partie de la délibération instituant cette restriction, tout en enjoignant au président du conseil d'administration de l'établissement public de prendre une délibération tenant compte de son interprétation dans un délai de trois mois.

Une nouvelle délibération a été prise.

Dès lors que les conditions d'attribution de la NBI à la Ville de Paris pour les fonctions d'accueil du public méconnaissent cette interprétation jurisprudentielle, il apparaît légitime de demander à ce qu'elles soient mises en conformité. L'UCP ne peut que s'inscrire dans cette logique réglementaire.

CASVP : avancées mais grandes incertitudes pour les SAAD

Après l'audience du 19 octobre dernier (voir UCP Flash n°589 du 12 novembre 2012), des **avancées** ont été constatées. Ainsi ont été notamment acquises une prime exceptionnelle de **200 €** pour TOUS les personnels, la **NBI** pour les responsables de plateformes et leurs adjoints, des **formations spécifiques** pour les encadrants, la finalisation d'un « guide de l'aide à domicile » actuellement en cours d'élaboration...

Cependant, lors du Comité de suivi Paris Domicile du 19 novembre 2012, en présence de l'ensemble des organisations syndicales, force a été de constater que **l'accès à la catégorie A des conseillers socio-éducatifs (CSE), responsables de ces plateformes** (encadrant de 40 à 80 agents) **reste aujourd'hui dans le flou le plus complet !**

Lors de cette réunion, l'UCP n'a pu obtenir aucun éclaircissement sur le devenir des professionnels de ces structures ! Bien au contraire, la fusion des corps de CSE du CASVP et du Département rendrait plus « compliqué » leur accès à la catégorie A !

Pour mémoire, nous rappelons que dans le cadre de ces fusions, l'UCP revendique également l'accès à la catégorie A des chefs d'exploitation des plus grands EHPAD.

Les fusions de corps ne peuvent et ne doivent pas être un frein à la reconnaissance des fonctions de ces responsables d'établissement et à l'évolution de leur carrière en catégorie A.

Pour voir leurs compétences enfin reconnues, ces agents sur qui pèsent de lourdes responsabilités n'auront-ils comme seule issue que de fuir le CASVP ? Personne ne peut l'imaginer !

L'UCP souhaite que des explications claires soient données sur les ouvertures de carrière en faveur de ces personnels, pour que le flou actuellement entretenu sur leur devenir professionnel ne se densifie pas en un épais brouillard !

Amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels de la fonction publique

Au cours d'une réunion du 15 novembre dernier, un point a été fait sur la mise en œuvre de la loi à la Ville de Paris. Il a été rappelé que le dispositif tenait compte du niveau de la fonction et non des diplômes et rémunérations versées au titre de l'emploi non titulaire. Le décret d'application n'est pas encore paru ; toutefois, sa version initiale a été amendée quant à l'épreuve de sélection pour accéder à la catégorie A dont la durée est passée de 20 à 30 minutes.

En ce qui concerne la transformation des contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée pour les agents qui remplissent les conditions, tout devrait être régularisé pour la fin de l'année.

Quant à la titularisation d'agents, 1 766 sont éligibles au dispositif et 1 000 devraient être titularisés sur les quatre prochaines années, en prenant en compte le critère de la rémunération et de l'impact en terme de retraite.

S'agissant du corps d'accueil, la fonction exercée devra correspondre aux corps dont l'ouverture est prévue dans le décret. Ainsi, certains agents seront exclus du dispositifs ; il s'agit notamment de 62 agents professionnels des ateliers des beaux-arts, de 38 conférenciers des musées, de 15 formateurs de la Direction des ressources humaines, d'un maître d'hôtel et de médecins de la Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé et de la Direction des familles et de la petite enfance.

A ce propos, pour ce qui concerne les médecins contractuels de la DASES, compte tenu des difficultés de recrutement de ces professionnels, l'UCP engagera une réflexion pour aboutir à une négociation de revalorisation programmée de leurs rémunérations, de manière à renforcer l'attractivité des recrutements et de la « fidélisation » des médecins au sein du service public parisien de santé.

Pour les chefs de projets de la Direction des systèmes et techniques de l'information, ils pourront choisir pour le corps des attachés d'administrations parisiennes ou des ingénieurs.

Ordre du jour du CSAP du 29 novembre 2012

Lors de sa séance du 29 novembre prochain, après approbation du procès-verbal de sa séance du 28 juin 2012, le Conseil supérieur des administrations parisiennes (CSAP) émettra un avis sur dix-neuf projets de délibération relatifs :

- à l'avancement accéléré d'échelon et modifiant des dispositions statutaires applicables à des corps de catégorie A (2012 DRH 97)
- à l'avancement accéléré d'échelon et modifiant des dispositions statutaires applicables à des corps de catégorie B et C (2012 DRH 94)
- à l'avancement accéléré d'échelon et modifiant des dispositions statutaires applicables à des corps du département de Paris (2012 DRH 18 G)
- modifiant le statut particulier applicable au corps des assistants socio-éducatifs du département de Paris (2012 DRH 19 G)
- fixant l'échelonnement indiciaire applicable à ce corps (2012 DRH 20 G)
- modifiant le statut particulier du corps des éducatrices et éducateurs de jeunes enfants de la commune de Paris (2012 DRH 32)
- fixant l'échelonnement indiciaire applicable à ce corps (2012 DRH 119)
- modifiant le statut particulier applicable au corps des mécaniciens en prothèse dentaire (2012 DRH 96)
- fixant le statut particulier du corps des conseillers socio-éducatifs (2012 DRH 04)
- fixant l'échelonnement indiciaire applicable à ce corps (2012 DRH 05)
- modifiant les délibérations relatives à l'emploi et à l'échelonnement indiciaire de chef d'exploitation de la commune de Paris (2012 DRH 93)
- modifiant les dispositions statutaires applicables à divers corps de catégorie C (2012 DRH 95)
- modifiant le statut particulier applicable au corps des ingénieurs des services techniques de la commune de Paris (2012 DRH 99)
- modifiant la délibération D 2143-3° des 10 et 11 décembre 1990 fixant l'échelonnement indiciaire du corps des professeurs de la Ville de Paris (2012 DRH 88)
- à l'avancement accéléré d'échelon et modifiant des dispositions statutaires applicables à des corps de catégorie A, B et C du Centre d'action sociale de la Ville de Paris
- fixant le statut particulier applicable au corps des assistants socio-éducatifs du Centre d'action sociale de la Ville de Paris
- fixant l'échelonnement indiciaire applicable à ce corps
- aux statuts particuliers et aux échelonnements indiciaires des corps de catégorie B du Crédit municipal
- aux statuts particuliers et aux échelonnements indiciaires des corps de catégorie C du Crédit municipal.

Ordre du jour du CTP central du 4 décembre 2012

Lors de sa séance du 4 décembre prochain, après approbation du procès-verbal de sa séance du 27 juin 2012, le Comité technique paritaire central (CTP) émettra un avis sur cinq dossiers :

- le budget-emplois de 2013
- la fixation des ratios de promotion de grade (RPP) pour la période 2013-2015
- les grandes orientations en matière de politique indemnitaire : instauration progressive, à partir de 2013, de la prime de fonctions et de résultats (PFR) à la Ville de Paris
- le projet d'additif à la Charte des arrondissements
- la délégation de service public du « Carreau du Temple ».

Union des Cadres De Paris
2bis, square Georges Lesage 75012 Paris – Tél. 01.43.47.80.72 – Fax. 01.43.47.81.45